

## DECISION 2023\_D\_004

### Services Techniques – Vente de véhicule ou d'outillage

Monsieur Jean-Marc DUMOULIN, PRÉSIDENT la Communauté de Communes Val'Aïgo,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la délibération du communautaire n° 2020-048 en date du 15 juillet 2020, portant délégation de compétences au Président ;
- Vu le Code Général de la Propriétés des Personnes Publiques ;
- **CONSIDÉRANT** la proposition présentée par Monsieur Nicolas Du Bernard représentant la société NB diffusion qui souhaite se rendre propriétaire de ce véhicule : Benne portée 16R de marque LOISEAU, sans immatriculation, sans kilométrage, date de 1<sup>ère</sup> mis en circulation : 13/11/2007, numéro d'inventaire 0262, code 07OUT08, non soumis au contrôle technique, pour la somme de 3500€.

#### DECIDE

##### Article 1

Un véhicule, composé des éléments ci-dessus exposés est cédé en l'état pour la somme de 3500€ à Monsieur Nicolas Du Bernard représentant la société NB Diffusion – 490 route des Fallières – 31340 Villemur sur Tarn

##### Article 2

L'acquéreur s'engage à enlever ledit véhicule sur autorisation de la Communauté de Communes dès lors qu'il se sera acquitté de son versement.

##### Article 3

Ampliation sera transmise à :

Monsieur le Préfet de la Haute – Garonne ;  
Madame la Trésorière de Grenade ;  
Monsieur Nicolas Du Bernard représentant la société NB Diffusion ;  
Monsieur le Directeur des Services Techniques de la Communauté de Communes VAL'AÏGO.

##### Article 4

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fait à Villemur sur Tarn, le 20 SEP. 2023

Certifié exécutoire,  
Les formalités de publicité ayant été effectuées,  
Le 21 SEP. 2023

Par délégation du Conseil Communautaire,  
Le Président,  
Jean-Marc DUMOULIN



Jean-Marc DUMOULIN

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa réception par le représentant de l'Etat.